

Jeudi 16 octobre 2014, 15h00 à 18h00

FINANCER LES OBJECTIFS DU DEVELOPPEMENT DURABLE

Excellences,

Mesdames et Messieurs,

Cet après-midi je voudrais surtout ajouter des remarques se rapportant aux rôles spécifiques que pourraient jouer l'Etat et accessoirement les institutions financières internationales dans le financement du développement durable.

- Un des principaux défis qui se présentent à nous à Madagascar est d'optimiser la valorisation des énormes richesses naturelles dont regorge le pays pour sortir une bonne fois pour toutes de la pauvreté. La solution passera par l'adoption d'un nouveau paradigme consistant à partager les responsabilités du développement entre l'Etat et les acteurs du secteur privé. Ces derniers on le constate tous, , sont aussi, selon les circonstances, les premiers à profiter ou à être victimes des aléas de la conjoncture.
- Ma deuxième remarque est la suivante : Dans un pays comme Madagascar où les opportunités d'investissements sont aussi diversifiées qu'importantes, il revient à l'Administration d'assurer les fonctions de régulateur, d'animateur et de promoteur. Nous favorisons , par exemple, le rapprochement entre les bailleurs de fonds traditionnels de l'Etat et les investisseurs privés afin que ces derniers puissent, le cas échéant, bénéficier de conditions de financement favorables notamment dans le domaine des infrastructures.
- J'ajouterai en outre, que dans une conjoncture où les ressources financières mobilisables en faveur des investissements publics sont de plus en plus réduites, l'Etat se doit d'élargir le champ d'action du secteur privé soit en favorisant les concessions des domaines réservés traditionnels (BOT ou sous-traitance) soit en multipliant les modèles de

projets basée sur le partenariat public-privé. A Madagascar, nous initions ces approches dans des secteurs aussi divers que les infrastructures, les télécommunications, l'énergie, le tourisme, les mines et les hydrocarbures.

- J'aimerais aussi mentionner qu'à Madagascar la notion de développement durable n'est pas toujours facile à faire accepter. D'aucuns rechignent en effet, à subir des sacrifices et des privations que ce soit pour le bénéfice social de la communauté et des générations futures ou pour mieux préserver l'environnement. La réaction s'explique par divers facteurs socio-économiques affectant une majorité de la population. Dans le secteur minier, des programmes sont ainsi engagés pour renforcer les capacités des collectivités vivant à proximité des grandes exploitations. Les mesures consistent par exemple, à former les paysans à s'orienter vers les cultures maraichères qui seront systématiquement achetées par les sociétés minières. Disposant d'un revenu récurrent, les paysans verront leur condition de vie s'améliorer et se détourneront des activités destructrices de l'environnement tel que la déforestation. De même, l'Etat, désormais, verse des ristournes directes aux communautés locales à partir des redevances perçues des sociétés minières. Ceci permet d'une part, de relever le niveau de vie de ces communautés et d'autre part, de favoriser l'adhésion aux activités des sociétés. Le modèle peut être étendu à d'autres domaines et gagnerait à être règlementé.
- Les institutions financières internationales pourraient également s'impliquer dans l'appui aux investissements contribuant au développement durable. Cette participation consisterait à financer le renforcement de capacités des techniciens nationaux et des communautés locales pour leur permettre de suivre ou de comprendre les opérations. Il pourrait s'agir aussi de participer au financement des infrastructures publiques en liaison avec les grands projets d'exploitation ou les sites touristiques. Une telle implication des bailleurs de fonds institutionnels traditionnels constituera une caution et une sécurité supplémentaires autant pour les investisseurs privés que pour l'Etat.

Parlant de financement à grande échelle, la réal-économie nous commande aussi de prendre en considération l'offre des investisseurs asiatiques et

notamment La Chine qui, comme nous le savons tous, dispose d'une énorme surliquidité, a dépassé le stade de l'économie émergée pour être à l'abri des crises systématiques, dont l'épargne équivaut à la moitié du PIB et l'endettement extérieur nul. Bref, un partenaire durable pour les objectifs que nous recherchons surtout pour un pays où tout reste à faire comme Madagascar.

Je vous remercie de votre aimable attention.